



ANTOINE BASBOUS

Pour le directeur de l'Observatoire des pays arabes*, la disparité des situations de ces pays explique la difficulté des démocraties occidentales à définir une ligne stratégique claire à leur égard.

L'Occident déboussolé face aux tsunamis arabes

La situation des pays arabes touchés par les tsunamis de 2011 paraît inextricable. Si ces révoltes ont été initiées par des libéraux, ce sont les islamistes qui en ont engrangé les bénéfices. D'aspirations démocratiques et sociales, les révolutions ont tourné à l'avantage de l'autoritarisme théocratique. Déstructurés, les libéraux ont été vite marginalisés. On peut distinguer deux groupes de pays : les États-nations (Égypte, Tunisie) et les États aux frontières artificielles (Syrie, Irak, Libye, Yémen) où l'allégeance première va à la tribu et à l'appartenance ethnique ou confessionnelle au détriment du sentiment national.

La mouvance des Frères musulmans, qui était clandestine mais structurée sous les anciens régimes, a dominé l'espace politique avec l'intention de le verrouiller afin d'installer la charia et le califat. C'est la politique du « tamkine » qui place ses fidèles aux postes stratégiques. La soif de pouvoir des Frères musulmans les a fait trahir les aspirations des peuples. Ils ont considéré la démocratie comme un processus qui les mènerait au pouvoir sans en partager les principales valeurs comme le respect du pluralisme, d'un État de droit et des minorités. Et quand ils ont été désavoués dans les urnes – comme en Libye – ils ont créé des milices, se sont associés aux djihadistes et se sont imposés par l'intimidation et le terrorisme (près de 60 assassinats politiques en 2013).

La situation est bien plus complexe dans les États créés par les puissances européennes sur les décombres de l'Empire ottoman, en vertu de l'accord Sykes-Picot de 1916. Les frontières de la Syrie et de l'Irak sont arbitraires et ne correspondent à aucune réalité humaine. Tant que les dictateurs se succédaient au pouvoir, la stabilité était assurée par la terreur. Dès lors que ces derniers sont tombés, nous avons découvert la fragilité du sentiment national et l'émergence de l'appartenance tribale, ethnique ou confessionnelle.

« Avec la dynamique indomptable d'un paysage arabo-islamique fracturé, il n'est pas facile pour l'Occident de reconnaître ses amis

L'autre paradoxe est que la guerre fait rage entre les deux mouvances du radicalisme sunnite (les Frères musulmans et les salafistes). C'est l'Arabie wahhabite qui a ardemment soutenu l'éviction du président Morsi en Égypte, pourtant soutenu par le Qatar. Bien qu'à couteaux tirés dans la crise égyptienne, Riyad et Doha s'associent avec Ankara contre Assad et ses indéfectibles soutiens iraniens et russes. La guerre ouverte entre les radicaux sunnites et chiïtes, qui contrôlent leurs camps respectifs, s'étend et prépare la partition de l'Irak et de la Syrie. Le règne totalitaire des Baas syrien et irakien

et leur répression systématique des Kurdes a débouché, à partir de 1992, sur une large autonomie du Kurdistan irakien, aujourd'hui suivi par le Kurdistan syrien.

Ce sombre tableau du Levant ressemble à une guerre de religion autodestructrice engagée par des acteurs locaux et leurs relais régionaux, tous issus de l'islamisme radical parrainé par l'Iran ou l'Arabie. L'influence des puissances européennes a décliné depuis le conflit de Suez et a été relevée par les superpuissances américaine et soviétique dont le pouvoir s'est atténué au fil des ans. Barack Obama repousse l'engagement

de son pays dans un nouveau conflit touchant le monde islamique. Il solde l'héritage de George W. Bush en Irak et en Afghanistan et

semble démissionnaire au point que ses lignes rouges sur l'usage d'armes chimiques en Syrie, qui ont été allègrement franchies, n'ont suscité chez lui qu'une réaction à reculons. C'est le discrédit de l'hyperpuissance d'hier.

Avec la dynamique indomptable d'un paysage arabo-islamique fracturé, il n'est pas facile pour l'Occident de reconnaître ses amis. D'autant plus qu'il pratique le double standard : prôner la démocratie tout en trahissant ses valeurs, comme à la prison irakienne d'Abou Ghraïb, face au Hamas qui remporte les élections palestiniennes en 2006, ou encore quand il s'allie

avec des régimes despotiques à l'instar de l'Arabie saoudite.

En attendant la fin des répliques de ces tsunamis arabes, il sera difficile pour les Occidentaux de soutenir un pouvoir totalitaire – théocratique ou militariste – qu'il soit issu d'un coup de force ou des urnes. Or le taux d'analphabétisme dans ces pays est très élevé et le vote peut s'acheter avec un kilo de sucre ou de riz. Et dans la mesure où la démocratie ne peut être administrée par une pilule miracle, il faudra laisser le temps aux peuples pour cumuler leurs expériences, tout en misant sur l'émergence d'une génération aux valeurs libérales – voire en l'encourageant – qui aura jeté aux orties l'ingérence des religieux dans la gestion de la cité tout comme l'allégeance tribale ou confessionnelle. Cela nécessite de la patience mais beaucoup moins de temps en comparaison avec les Européens qui auront mis plus d'un siècle pour passer des révolutions à l'instauration de la démocratie.

Car Internet et les chaînes satellitaires constituent un accélérateur de l'histoire.

D'ici là, le pragmatisme commande de s'accommoder, à contrecœur, avec les régimes naissants pour sauvegarder au mieux les intérêts communs, la paix régionale, le développement économique et la coopération dans la lutte antiterroriste et l'immigration clandestine.

* Dernier ouvrage paru : « Le Tsunami arabe », Fayard, 2011.